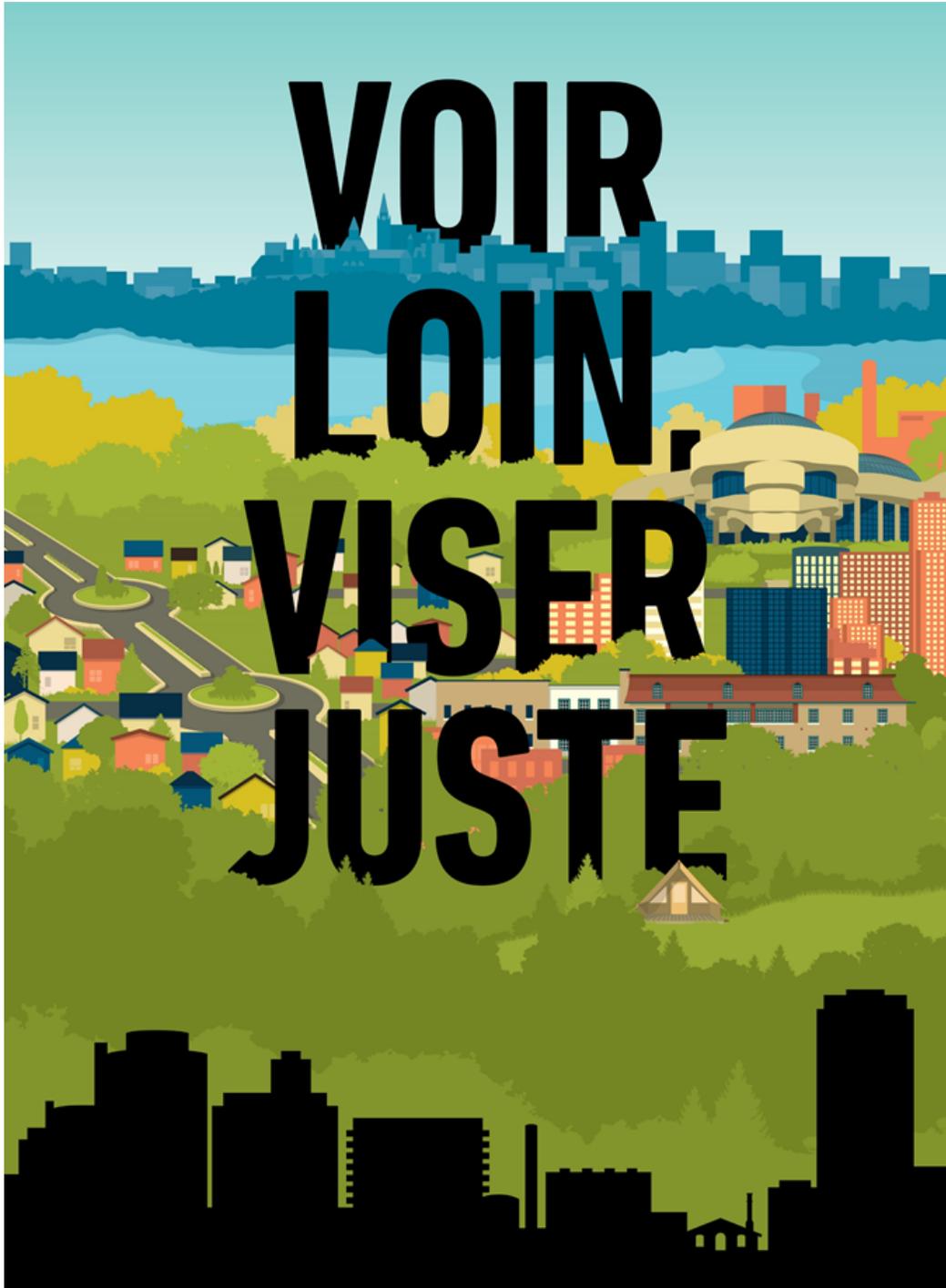


En route vers l'élection québécoise



**Plateforme régionale de revendication du
Conseil central des syndicats nationaux de l'Outaouais.**

Depuis de nombreuses années, la CSN et ses organisations affiliées luttent en faveur de services publics, gratuits, universels et accessibles. Ces réseaux publics ont été en grande partie construits par nos parents et grands-parents. Dans les années 60 du siècle dernier, de véritables systèmes de santé et d'éducation sont devenus nécessaires afin que le Québec puisse accéder à la modernité comme le reste des pays occidentaux.

La construction de ces services ne fut pas un cadeau octroyé par les gouvernements. Ils sont le fruit de la mobilisation des travailleuses et travailleurs afin d'accéder à des services qui favorisent la santé, l'éducation et toute une panoplie de services servant à améliorer les conditions de vie de l'ensemble des Québécois.

Cependant, au fil des années, de politiques néolibérales en politiques d'austérité, nos grands services publics nous ont filé entre les doigts pour aboutir entre les mains de politiciens qui favorisent la sous-traitance et la privatisation. L'emprise que nous devrions avoir sur nos grands systèmes publics nous échappe de plus en plus au bénéfice d'affairistes qui voient la possibilité de réaliser de bons profits.

La réélection quasi automatique des libéraux dans la région due au système électoral qui ne tient aucun compte de la proportionnalité du vote (uninominal à un tour) ne doit pas être un sauf-conduit pour offrir des services publics ratatinés qui, loin de combler les besoins de nos concitoyens, les appauvrissent.

Il est vrai que l'ensemble des régions souffrent d'un sous financement, mais force est de constater que, dans la région, la situation est encore pire. Nous refusons cette situation. Nous dénonçons haut et fort l'injustice perpétrée par l'inaction de nos député-es qui, en se faisant, trahissent les citoyens de l'Outaouais.

POUR CONSOLIDER NOS SERVICES PUBLICS

Santé

Le manque de financement touche le secteur de la santé. Les régions comparables à la nôtre sont financées à une hauteur plus élevée. Les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la Mauricie — Centre-du-Québec reçoivent toutes des sommes plus importantes que l'Outaouais. Nous manquons de médecins, d'infirmières et de préposés-es aux bénéficiaires. Il nous manque également quelques 175 lits, c'est-à-dire l'équivalent d'un hôpital. Les dépenses publiques en santé par habitant sont dans la région de 2 082 \$ alors que dans les régions plus haut mentionnées, elles sont de 2 520 \$. Pourtant, nous avons une population en croissance de l'ordre de 1 % par année, donc une des régions avec le plus haut taux de croissance.

Éducation

En éducation, nous accusons des retards tous aussi importants. Nous sommes tous en droit de nous demander pourquoi avons-nous, au niveau collégial en formation technique, 29 programmes de moins qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean ou 21 de moins qu'en Mauricie. Pourquoi, au niveau universitaire, avons-nous, en Outaouais, 38 programmes de moins qu'au Saguenay-Lac-Saint-Jean et 65 de moins qu'en Mauricie ? Par habitant, nous avons donc, dans la formation postsecondaire, un seul programme pour 12 121 habitants, alors que le Saguenay-Lac-Saint-Jean possède aussi un programme, mais par 4 625 habitants et que la Mauricie offre également un seul programme pour 5 145 habitants.

AGIR SUR LA PAUVRETÉ DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS À FAIBLE REVENU.

Salaire minimum

Depuis plus de trois ans, nous revendiquons l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ l'heure le plus rapidement possible. Cette revendication a pris une importance toute particulière en Outaouais puisque l'Ontario augmentera le salaire minimum à 15 \$ dès janvier 2019. La région risque de souffrir de cette situation. En effet, au moment où nous sommes en période où le taux de chômage est faible, la région risque de souffrir d'un salaire minimum beaucoup plus bas qu'en Ontario.

ASSURER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dépotoir nucléaire

Le gouvernement fédéral s'apprête à donner le feu vert à un consortium de sociétés nucléaires privées afin de procéder à l'installation d'un dépotoir de déchets radioactifs à moins d'un kilomètre de la rivière des Outaouais. Pour bien des groupes environnementaux, le dépotoir envisagé est dangereux et risque d'hypothéquer la santé des générations futures.

Nous revendiquons :

- Que les différents candidats des partis politiques à l'élection du 1^{er} octobre s'engagent à appuyer les maires de la région qui s'opposent à la construction du dépotoir nucléaire, tel qu'envisagé par le gouvernement fédéral.
- L'augmentation du salaire minimum à 15 \$ le plus rapidement possible parce qu'il est indécent de travailler avec un salaire qui est sous le seuil de faible revenu établi par le gouvernement fédéral.
- Le financement à la même hauteur que les régions comparables à la nôtre des réseaux publics de santé et d'éducation ainsi qu'un soutien adéquat des groupes communautaires et populaires.

Le CCSNO travaille conjointement avec la coalition Équité Outaouais, une coalition non partisane constituée de personnes citoyennes et d'organismes communautaires, afin de dénoncer le sous-financement chronique de l'Outaouais. La coalition a demandé une étude de l'IRIS afin de confirmer ces faits, étude qui sera présentée au grand public cet été.

* Les chiffres mentionnés proviennent du document : L'Outaouais, une région stratégique pour le Québec.
http://www.gatineau.ca/upload/newsreleases/20160708_dossier_outaouais.fr-CA.pdf